

OBJET DU MARCHE

Fourniture d'une centrale de traitement de l'air

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et la formation d'une centrale de traitement de l'air pour l'IUT GIM de l'Université Polytechnique des Hauts - De – France.

ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU MARCHE

2.1. FORME ET DUREE DU MARCHE

La présente consultation n'est pas allotie au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La durée d'exécution du marché public court à compter de la notification à l'expiration du délai de garantie.

La durée de la garantie est d'un (1) an minimum court à compter de l'admission du matériel.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

2.2. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) ET VARIANTES

Non autorisées.

2.3. MARCHE NEGOCIE

En application de l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique, l'UPHF se réserve le droit de recourir aux marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

2.4. Avenant

Il est fait application de l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Les caractéristiques techniques attendues sont les suivantes :

*** Attendus pédagogiques de l'équipement**

- Identification des composants d'une centrale de traitement d'air et d'un groupe d'eau glacée.
- Mise en service et contrôles de fonctionnement d'une centrale.
- Mesures des paramètres de fonctionnement (température d'air, hygrométrie de l'air, vitesse de l'air, pression différentielle).
- Etude des échanges thermiques et transformation de l'air (batterie chaude électrique, batterie froide à eau, humidificateur).
- Tracé du cycle de l'air sur un diagramme psychrométrique.

- Tracé de la courbe caractéristique du ventilateur (pression en fonction du débit)
- Etude du cycle frigorifique et tracé du cycle sur un diagramme enthalpique
- Mesure de l'évolution de la pression et des pertes de pression
- Impact du refroidissement d'air, du réchauffeur d'air et de l'humidificateur sur l'état de l'air à la sortie
- Régulation automatique des conditions dans une chambre d'ambiance
- Acquisition de données par des capteurs électroniques

*** Caractéristiques techniques requises**

Automate et IHM de marque Siemens ou équivalent

IHM de 10 pouces minimum

Programme automate modifiable

Caractéristiques dimensionnelles

Longueur : < 5000 mm

Largeur : < 2000 mm

Hauteur : < 2600 mm

Energie

400V, 50Hz, 3 Phases

Environnement

Température d'utilisation : +5°C to 50°C

Indice de protection : IP 55

Communication

WiFi -Dual-band wireless AC/G/N/B

Interface USB et Ethernet

Capteurs

Marque IFM ou équivalent

Mesure de températures

Mesure d'humidités

Mesure de pressions

Mesure de débits

Mesure de consommation électrique

Mesure de puissance électrique

20% des capteurs communicants IO-Link

Supervision

Logiciel de supervision fourni

Programme fourni en fichier source

Niveau sonore < 70db

*** Normes et certifications**

L'ensemble constitué respectera les normes en vigueur.

Une attestation CE sera délivrée pour l'ensemble.

Une analyse de risque présentera la solution au regard de son utilisation dans le/les scénarios imposés.

*** Ressources documentaires fournies**

Dossier contenant les notices techniques et pédagogiques : ressources au format « papier » et numérique.

Les ressources documentaires incluront notamment schémas, mises en plan, plan de maintenance préventive.

*** Prestations souhaitées, associées à l'équipement**

A minima, une journée de prise en main est souhaitée sur le site client. Elle devra s'effectuer devant l'équipement avec un minimum de 4 personnes.

La formation s'accompagnera de la fourniture des ressources.

Le prestataire accompagnera son offre d'un Mémoire technique valant Devis détaillé.

Une "hotline" Constructeur est souhaitée. Elle devra être active entre 8h30 et 18h.

ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
--

Les documents contractuels qui constituent le marché, soumis aux dispositions du CCP, prévalent dans l'ordre suivant :

→ **Pièces particulières** :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière. L'offre financière doit être détaillée donc comprendre l'ensemble des prestations rémunérées ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) accepté sans aucune modification par le titulaire et dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration seul fait foi ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les services proposés ;
- les actes d'exécution et de modification ;
- tout autre document que le candidat juge utile et en lien avec le marché.

→ **Pièces générales** :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) en vigueur

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, l'ordre dans lequel elles sont énumérées prévaut dans leur application.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 - GENERALITES

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCP.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché). Il s'engage également à les appliquer en cas d'évolution.

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants, le titulaire en informe l'UPHF et indique les coordonnées d'un nouveau représentant.

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par écrit et sans délai, de toute modification importante concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'exécution du marché. Selon la nature du changement, un avenant sera ou non obligatoire.

Un bon de commande doit être communiqué au prestataire.

Le titulaire devra accuser de la bonne réception de la commande. À défaut de réponse, le bon de commande sera réputé reçu 24 heures après sa date de notification et accepté.

Le bon de commande mentionne notamment :

- le service émetteur,
- la référence du marché,
- le numéro et la date d'émission du bon de commande,
- le détail des prix éventuel en HT,
-

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes du bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter est concrétisé par un simple échange écrit (courriel).

L'acheteur se réserve le droit de décider de l'arrêt de l'exécution du bon de commande et en informe le titulaire par courriel. Il n'a pas à justifier de l'arrêt auprès du titulaire. Il s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées ou des frais qui ont été engagés. Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait, pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

L'arrêt de l'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du contrat.

Lors du dépôt de son offre, le candidat doit proposer les modalités et le contenu de la formation. Elle s'effectuera en présentiel.

Les conditions de l'exercice d'une sous-traitance sont définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la Commande Publique.

5.2 - REUNIONS

Dès la notification du contrat, les parties peuvent programmer une réunion de démarrage en présentiel ou en distanciel. Les frais de déplacement, d'hébergement ou tout autre frais en lien avec la réunion sont à la charge du titulaire.

A la demande d'une des parties, des réunions peuvent avoir lieu en cours d'exécution du marché. A minima, une réunion en distanciel de présentation des études avant réalisation devra être organisée par le titulaire.

5.3 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures de sécurité appropriées afin que le traitement des données à caractère personnel réponde aux exigences du RGPD et que cela garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il pourra être amené à présenter ces mesures, sur simple demande de l'acheteur. Le titulaire a une obligation de conseil et d'assistance envers l'acheteur pour toute question relative à la protection des données à caractère personnel. Par ailleurs, il fournit à l'UPHF sans délai et sur simple demande tout élément de preuve de conformité du traitement au RGPD (document nécessaire à la tenue du registre de traitement, contrat de maintenance adapté au RGPD, identification d'un délégué à la protection des données, etc.).

Le titulaire ne traite les données que sur instruction expresse de l'acheteur. Il s'engage également à notifier à l'UPHF sans délai tout incident sur des données à caractère personnel (violation de données, etc.).

Le respect de ces données est valable pendant et après l'exécution du marché.

5.4. ADRESSE ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Le délai de livraison est indiqué dans l'offre du titulaire. Ce délai ne peut dépasser seize (16) semaines à compter de la date de réception du bon de commande. A défaut d'indication dans l'offre du candidat, le délai ci-dessus s'applique.

Une prolongation du délai peut être accordée par le pouvoir adjudicateur en application de l'article 13.3 du CCAG FCS.

La livraison s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

La centrale de traitement d'air devra être livrée à l'adresse suivante :

IUT GIM

Bâtiment Pater

Campus mont Houy

59300 Valenciennes

Le stockage, l'emballage et le transport sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

ARTICLE 6. DELAIS D'INTERVENTION ET DE REMISE EN ETAT DE FONCTIONNEMENT- DELAI DE GARANTIE-SERVICE APRES-VENTE

Le délai d'intervention en cas de panne ou de dysfonctionnement de l'équipement est de quinze (15) jours ouvrés à compter de la prise de contact par l'UPHF signalant l'incident. Cette intervention comprend l'assistance technique sur place et l'établissement du diagnostic.

Le matériel doit être remis en état de fonctionnement dans un délai maximal d'un (1) mois calendaire à compter de la demande d'intervention.

Les opérations de remise en l'état ou de remplacement s'effectuent, dans la mesure du possible, sur le lieu d'utilisation de la prestation ou dans les locaux du titulaire.

La garantie ne peut être inférieure à une durée d'un (1) an en ce qui concerne les matériels fournis en propre par le candidat. Pour tous les autres matériels, la garantie d'origine des fabricants s'appliquera. La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

La garantie n'est pas due si l'avarie provient d'une faute de l'UPHF ou d'un cas de force majeure.

Le candidat précise dans son offre les modalités de service après-vente.

ARTICLE 7. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

7.1.- CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport, jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page de garde du Règlement de Consultation. Ce mois est appelé "mois zéro".

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global selon les stipulations de l'Acte d'Engagement et l'annexe financière.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global selon les stipulations de l'Acte d'Engagement et l'annexe financière.

En application des articles R.2112-11 et suivants du Code de la Commande Publique, une actualisation du prix peut être demandée si le marché est d'un délai supérieur à trois (3) mois entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans son offre et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations, en référence à l'indice CPF correspondant publié par l'INSEE.

7.2. GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7.3. AVANCE

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 €HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de l'avance est de 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire. Cette avance sera payée sur présentation d'une facture correspondant à son montant.

7.4. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement correspond à la réalisation des prestations.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, après vérification du service fait, sur présentation de factures.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, la transmission des factures des titulaires de marché doit s'effectuer sous forme électronique.

L'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'accès au portail chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Information à utiliser pour la facturation électronique : SIRET UPHF 13002574500014

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'informatisation budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par les titulaires comportent les mentions suivantes :

- le nom du service émetteur du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- son numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- le détail des prestations et quantités ;
- la date et le lieu d'exécution ;
- le montant des prestations exécutées en HT et TTC ;
- le(s) taux et le(s) montant(s) de TVA ;
- la référence du marché ;
- les références et la date du bon de commande ;
- la date de délivrance et le numéro de la facture.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le pouvoir adjudicateur par courrier postal ou électronique.

7.5. REGIME DES PAIEMENTS

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points ;

- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Ce délai peut être suspendu si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par l'accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS DIVERSES

8.1. SERVICE MINIMAL

En cas de grève, d'arrêt de travail de son personnel ou toute autre cause d'interruption des prestations, le titulaire est tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations définies par le pouvoir adjudicateur.

8.2. LANGUE DES PRESTATIONS ET DES CORRESPONDANCES

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français. Les prestations vocales et écrites sont assurées en français.

En cas de correspondances écrites ou de prestations vocales réalisées dans une langue étrangère, ces dernières sont recevables uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

8.3. ASSURANCES

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification du présent marché, et tous les six (6) mois après le début d'exécution du marché, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra justifier d'une police d'assurance couvrant ces risques.

ARTICLE 9. PENALITES

Il est fait application de l'article 14 du CCAG/FCS.

ARTICLE 10. VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérifications (quantitatives et qualitatives) s'opèrent dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG/FCS.

ARTICLE 11. RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG/FCS.

ARTICLE 12. DIFFERENDS ET LITIGES
--

Les stipulations de l'article 46 du CCAG/FCS sont seules applicables.

En cas de différends ou de litiges et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

ARTICLE 13. DEROGATION AU CCAG FCS

Articles CCP	Articles CCAP/FCS
Néant.	